

Miro Durini, Julia Hauri, Gwendal Laffranchini, Melody Song Jia Le, Rebecca
Weber

juhauri@student.ethz.ch

ETH Zurich, Suisse

Journée scientifique de l'agroécologie 2024

Atelier n°6, Session n°2

Titre :

Comptabilisation du coût réel des denrées alimentaires : Évaluation de l'impact des pesticides et de la politique en Suisse

Résumé : Le système alimentaire mondial a un impact significatif sur la santé, les moyens de subsistance et les modes de consommation. Des questions telles que la malnutrition, l'exclusion des petits agriculteurs des chaînes de valeur et la pollution par les pesticides entraînant une perte de biodiversité sont des préoccupations urgentes. Le système alimentaire actuel externalise les coûts environnementaux et sanitaires, ce qui entraîne des problèmes tels que la destruction de l'environnement et des injustices sociales. Le cadre de la comptabilisation du coût réel de l'alimentation (TCAF) vise à tenir compte de ces externalités, à promouvoir des prix plus justes, à prendre des décisions éclairées et à responsabiliser les parties prenantes.

Nous avons développé une étude sur l'estimation des coûts sociétaux des pesticides en Suisse, basée sur la méthodologie proposée et mise en œuvre par (Alliot, 2022). Nous montrons que le renoncement à l'utilisation des pesticides pourrait entraîner une perte économique de 33,8 millions de francs suisses par an, mais ce chiffre doit être mis en balance avec les 150,7 millions de francs suisses que notre analyse a permis d'estimer pour les diverses politiques de coûts sociétaux. Une analyse coûts-avantages complète est nécessaire pour éclairer les politiques de réduction des pesticides.

L'étude révèle que l'utilisation des pesticides pèse lourdement sur la société, soulignant la nécessité d'une approche holistique de la réduction des pesticides. La TCAF peut contribuer à l'élaboration de politiques visant à internaliser les coûts externes, à promouvoir des pratiques durables et à assurer une répartition équitable des ressources ; pour ce faire, nous avons identifié quelques pistes politiques :

- Améliorer la collecte de données afin d'appréhender pleinement les coûts sociaux et d'éclairer les décisions politiques.
- Élaborer des politiques cohérentes qui intègrent les principes de la TCAF et s'adressent à différents secteurs et niveaux de prise de décision.
- Mettre en œuvre des paiements directs basés sur des indicateurs et une fiscalité fondée sur le risque afin de promouvoir des pratiques agricoles durables.
- Accroître l'acceptation par le public et la transparence des réglementations relatives à l'utilisation des pesticides en affectant les recettes fiscales à des mesures de soutien.